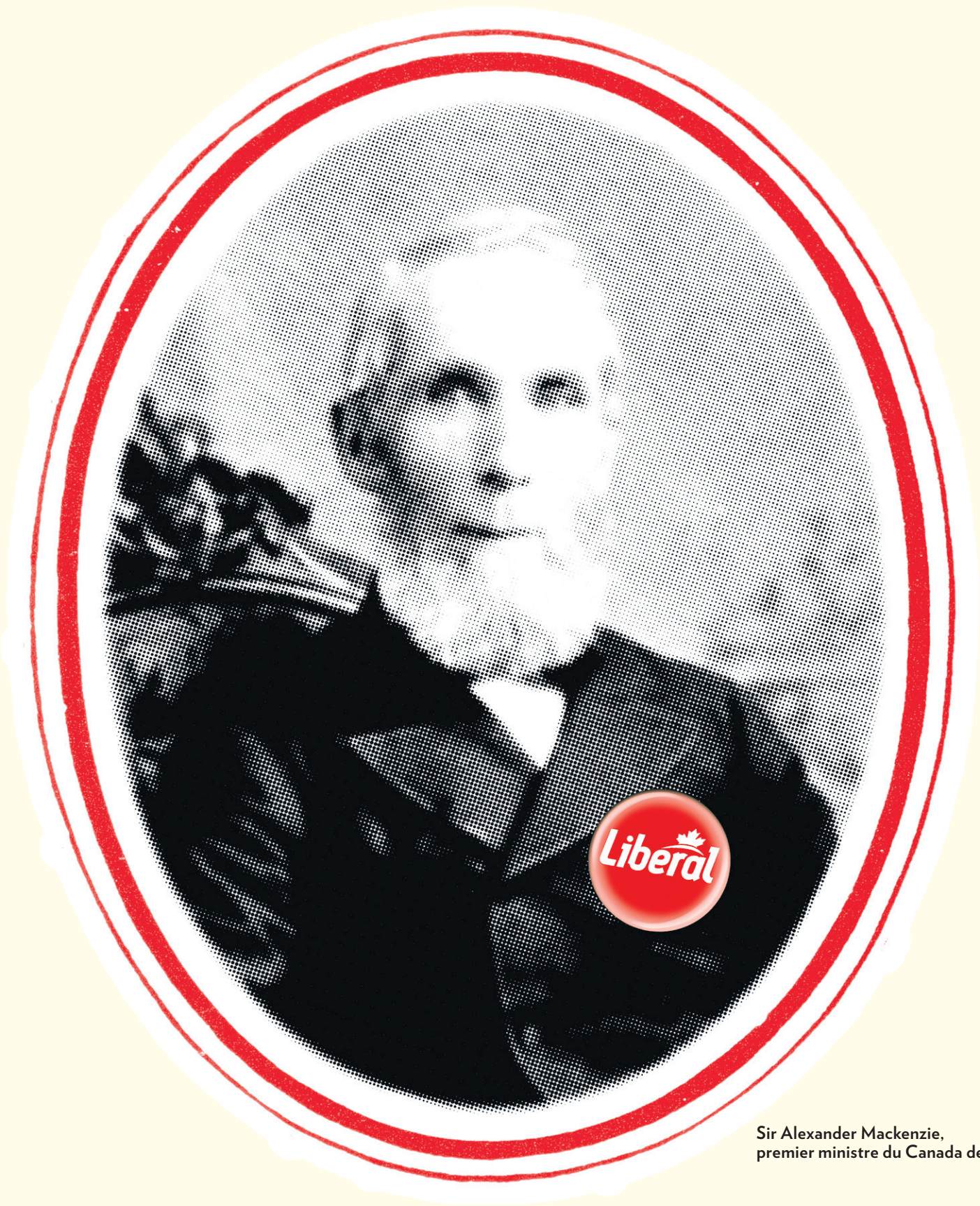


# PLUS

/// SAMEDI

**FORUM** LE CONGRÈS À LA DIRECTION DU PARTI LIBÉRAL DU CANADA VU PAR...  
ALAIN DUBUC, LYSIANE GAGNON, STEPHEN CLARKSON ET SERGE CHAPLEAU

# HÉRITER D'UNE DYNASTIE



Sir Alexander Mackenzie,  
premier ministre du Canada de 1873 à 1878.

LES LIBÉRAUX SE CHOISSENT UN NOUVEAU CHEF AUJOURD'HUI. ET SI LA TENDANCE HISTORIQUE SE MAINTIENT, CET HOMME DEVIENDRA UN JOUR PREMIER MINISTRE DU CANADA. À UNE EXCEPTION PRÈS, CE FUT TOUJOURS LE CAS DEPUIS LA CONFÉDÉRATION. LA DÉSIGNATION DU SUCCESSEUR DE PAUL MARTIN REVÊT AINSI UNE IMPORTANCE CAPITALE. SURTOUT QUE, DANS BIEN DES CAS, **LES CHEFS DU PLC FONT PREUVE D'UNE LONGÉVITÉ REMARQUABLE. TELS LAURIER, MACKENZIE KING, TRUDEAU ET CHRÉTIEN. /// À LIRE EN PAGES 2 ET 3**

Évadez-vous pour la période des Fêtes...

Columbus Isle, Bahamas  
Prix Réservez dès maintenant à partir de

**2499 \$\***  
taxes incluses

Départ de Montréal  
le 22 décembre 2006

**Club Med**   
IL RESTE TANT DE MONDE À DÉCOUVRIR

Visitez clubmed.ca, appelez votre agent de voyages ou le 1-800-CLUBMED

\* Départs de Montréal. Le prix est pour le Village de Columbus Isle, pour 7 nuits, par adulte, pour un départ le 22 décembre seulement, vol-inclus (Westjet); basé sur une occupation double en chambre de catégorie minimum. Le prix en exemple est valable pour toute nouvelle réservation. Le prix est valable pour une période limitée, varie en fonction d'un contrôle de remplissage et peut changer à tout moment. Le prix ne s'applique pas pour des réservations de groupe. Cette promotion n'est cumulable avec aucune autre offre. Les frais de membre sont en sus: 60\$ par adulte, 30\$ par enfant. Le prix pour adulte s'applique dès l'âge de 16 ans. D'autres restrictions s'appliquent incluant les conditions générales de la brochure en vigueur et les frais de changement ou d'annulation. Nous ne sommes pas responsables pour les erreurs ou omissions. D'autres restrictions s'appliquent. Permis du Québec.

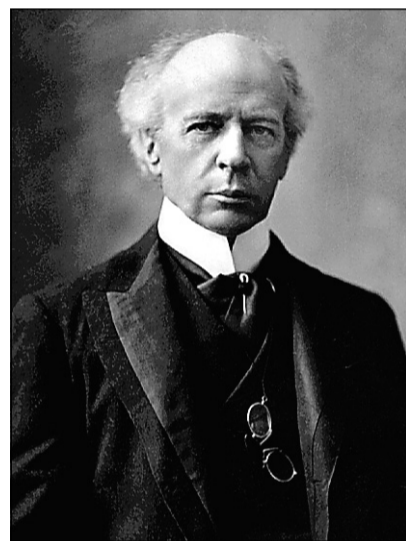
## COURSE À LA DIRECTION DU PLC

UN CHEF,  
UN PREMIER  
MINISTRE

ARCHIVES LA PRESSE



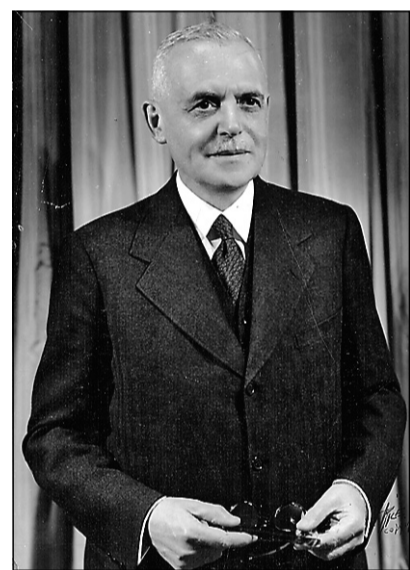
ARCHIVES NATIONALES



ARCHIVES PRESSE CANADIENNE



ARCHIVES LA PRESSE



ARCHIVES LA PRESSE

Alexander  
**MACKENZIE****1873 / 1880**

Tout était à faire pour le premier chef libéral, qui fut premier ministre durant cinq ans. Et il en fit beaucoup : établissement du vote secret, tenue des élections en un seul jour, création des ancêtres de la Cour suprême et du ministère de la Défense, nomination d'un premier vérificateur général. Mais il ne réussit à faire des gains politiques qu'en Ontario, et fut battu par John A. Macdonald aux élections de 1878.

Edward  
**BLAKE****1880 / 1887**

Le propre site Internet du PLC présente cet ancien chef comme un « homme dont la direction ne fut pas des plus heureuses ». Des observateurs font état, eux, de ses interminables et soporifiques discours. Bref, Edward Blake n'a plus vraiment la cote. Peut-être aussi parce qu'il est le seul chef libéral à n'avoir jamais dirigé le pays.

Wilfrid  
**LAURIER****1887 / 1919**

Cette figure légendaire du Parti libéral a été le premier francophone à devenir premier ministre du Canada. Il occupa le poste durant 15 ans. Ce fils de Saint-Lin en profitera pour apporter de nombreuses réformes : forte expansion du commerce, ambitieuse politique de développement fondée sur l'immigration et le développement ferroviaire, création du premier ministère des Affaires étrangères. On surnomme ce modéré le « grand conciliateur », car Laurier doit sans cesse user de compromis entre les Canadiens français qui s'opposent à son rapprochement avec l'Angleterre, et les Canadiens anglais qui luttent contre la présence des francophones à l'extérieur du Québec. Soit dit en passant, c'est Wilfrid Laurier qui a convoqué le tout premier congrès du PLC. C'était à Ottawa, en 1893, un événement qui avait réuni 2500 délégués de tout le pays.

William Lyon  
**MACKENZIE KING****1919 / 1948**

Voici un homme qui réussira, par petits bouts, à diriger le Canada pendant plus de 21 ans. Des années charnières de surcroît, de la sortie de la Première Guerre mondiale à la fin de la Deuxième, en passant par la Grande Dépression. Cela ne l'empêchera pas de multiplier les mesures importantes. Il introduit les pensions de retraite, met des programmes sociaux en place, crée des sociétés d'État comme Radio-Canada, Trans-Canada Airlines (qui deviendra Air Canada), et l'ONF. La Deuxième Guerre mondiale nous révéla des facettes étonnantes de sa personnalité. Il commença par exemple par trouver qu'Adolf Hitler était un homme raisonnable, avant de se raviser et d'imposer la conscription malgré une promesse formelle de n'en rien faire. Pour se rassurer, ce politicien indécis et excentrique faisait appel aux esprits, notamment à sa mère morte et à son chien.

Louis  
**SAINT-LAURENT****1948 / 1958**

Ce natif de Compton, dans les Cantons-de-l'Est, avait presque 60 ans quand il se lança en politique, comme ministre de Mackenzie King. Et 66 quand il lui succéda aux postes de premier ministre et de chef libéral. Cet homme réservé travaillait dur, et en exigeait autant de ses collaborateurs. Son règne de neuf ans à la tête de l'État coïncida avec l'une des plus grandes périodes de croissance de l'histoire du Canada quant à la démographie, la richesse nationale et les revenus individuels. Construction de la route Transcanadienne et de la Voie maritime du Saint-Laurent, affirmation du rôle international du Canada, politique des paiements de péréquation aux provinces. Autant de réalisations de ce politicien libéral mais conservateur quant à la fiscalité, qui réussit à rembourser en totalité la dette accumulée par le Canada à l'époque.

## L'HISTOIRE SOURIT MOINS AUX LEADERS CONSERVATEURS

Autant les chefs libéraux accèdent presque automatiquement au trône, autant leurs vis-à-vis conservateurs peinent à y parvenir. Et lorsqu'ils y arrivent, c'est souvent pour de brefs intervalles. Pour eux, gagner une course au leadership est loin de garantir le gîte et le couvert au 24, Sussex.

1854 / 1891	1891 / 1892	1892 / 1894	1894 / 1896	1896 / 1901	1901 / 1920	1920 / 1926	1926 / 1927	1927 / 1938	1938 / 1940	1940 / 1943	1941 / 1942
JOHN A. MACDONALD	JOHN ABBOTT	JOHN THOMPSON	MACKENZIE BOWELL	CHARLES TUPPER	ROBERT BORDEN	ARTHUR MEIGHEN	HUGH GUTHRIE	R.B. BENNETT	R.J. MANION	R.B. HANSON	ARTHUR MEIGHEN

# COURSE À LA DIRECTION DU PLC

VOUS CONNAISSEZ EDWARD BLAKE? CE N'EST PAS GRAVE. IL Y A EN EFFET TRÈS LONGTEMPS QU'IL A SOMBRE DANS L'ANONYMAT LE PLUS COMPLET. SA PARTICULARITÉ, C'EST D'AVOIR ÉTÉ LE SEUL CHEF DU PLC À NE JAMAIS OCCUPER LE POSTE DE PREMIER MINISTRE DU CANADA. TOUS LES AUTRES ONT EU UN TICKET POUR LE POUVOIR. EN COMPARAISON, LES CONSERVATEURS ONT UNE BIEN MOINS BONNE MOYENNE AU BÂTON.

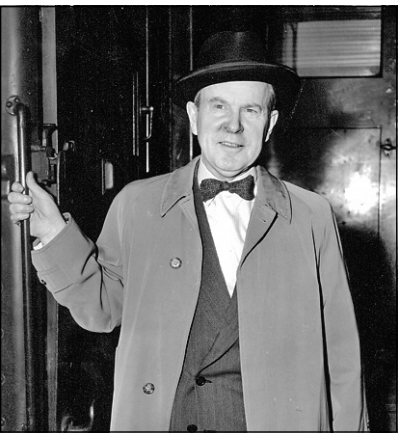
**MALORIE BEAUCHEMIN**

La première raison qui explique ce contraste, c'est que les libéraux, depuis 1900, ont été au pouvoir bien plus souvent que les conservateurs, soit les deux tiers du temps. « C'est LE parti gouvernemental, explique Jean-Herman Guay, politologue à l'Université de Sherbrooke. Avec les conservateurs, lorsque Mulroney a fait un deuxième mandat, on a trouvé ça surprenant, alors que Chrétien, Trudeau et d'autres sont restés très longtemps au pouvoir. » Wilfrid Laurier, au début du siècle, a été pendant 15 ans à la tête du pays. Mais le record revient à William Lyon Mackenzie King, qui a été chef du Parti

libéral de 1919 à 1948, et premier ministre du Canada à trois reprises, pour un total de 21 années. La longévité au pouvoir assure forcément la longévité à la tête du parti. « Les conservateurs ont changé de chef plus souvent dans l'espoir de trouver quelqu'un qui pourrait leur assurer une victoire lors d'élections générales, soutient Réjean Pelletier, professeur au département de science politique de l'Université Laval. Au Parti libéral, cela est toujours plus facile d'être réuni autour d'un chef lorsqu'on est au pouvoir. » La clé des succès des libéraux réside aussi dans le principe d'alternance, respecté jusqu'à tout récemment, entre un chef francophone et un anglophone, assurent les politologues.

« Mulroney était le premier chef conservateur réellement bilingue, estime M. Guay. Les libéraux, eux, ont toujours été capables de faire le pont entre les deux communautés socio-linguistiques du Canada. Ils ont toujours réussi à élire des chefs qui incarnaient la cohabitation. » Historiquement, le Parti libéral a pu bénéficier d'un appui indéfectible du Québec jusqu'au début des années 80. Après le rapatriement unilatéral de la Constitution, en 1982, les conservateurs ont pu profiter du mécontentement des Québécois envers Trudeau pour balayer la province. « Depuis cette période, le centre de développement du Parti libéral est passé du Québec vers l'Ontario », explique M. Guay.

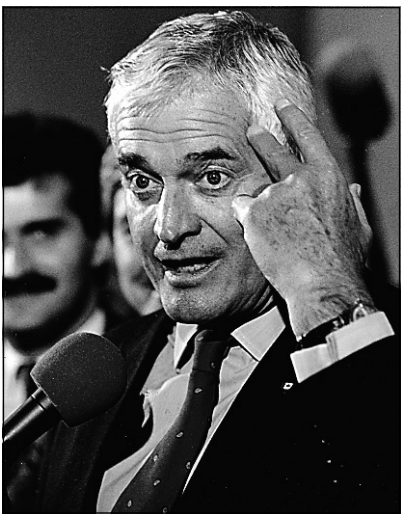
« Jean Chrétien a par la suite prouvé que c'était possible d'avoir un gouvernement libéral majoritaire sans l'appui du Québec, renchérit le professeur Pelletier. C'est la division du vote conservateur en Ontario, entre le Parti progressiste-conservateur et le Reform Party (par la suite l'Alliance canadienne), qui a aidé les libéraux de Chrétien à se maintenir au pouvoir si longtemps. » « On assiste à un virage, soutient toutefois M. Guay. La plupart des députés du PLC ont reconnu la nation québécoise. On parle maintenant du déséquilibre fiscal. Les libéraux commencent à comprendre que pour reconquérir le Québec francophone, ils doivent faire preuve de souplesse et d'ouverture, et lâcher leur arrogance. »



ARCHIVES CANADIEN PACIFIQUE



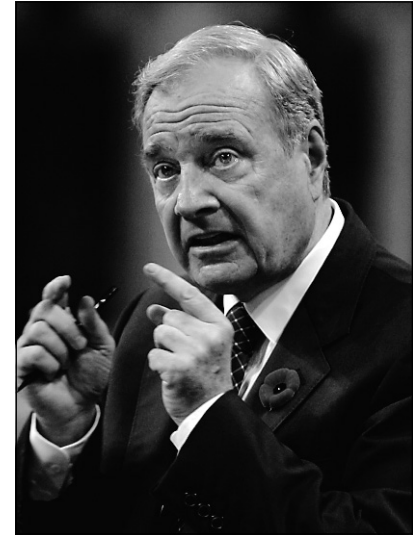
ARCHIVES PRESSE CANADIENNE



ARCHIVES LA PRESSE



PRESSE CANADIENNE



REUTERS

Lester  
**B. PEARSON**  
1958 / 1968

Pearson était encore auréolé de son prix Nobel de la paix, reçu quelques mois plus tôt pour son rôle dans le règlement de la crise du canal de Suez, lorsqu'il succéda à Saint-Laurent comme chef du PLC. Le conservateur John Diefenbaker était alors à son zénith, et ce n'est qu'en 1963 que le politicien et diplomate devint premier ministre. Deux courts mandats à la tête d'un gouvernement minoritaire lui permirent néanmoins d'instaurer le bilinguisme officiel, l'accès universel aux soins de santé et de doter le Canada d'un drapeau. Il négocia aussi le Pacte de l'auto avec les États-Unis, qu'il refusa de suivre dans la guerre au Vietnam. Cet homme discret et pondéré eut un cadeau empoisonné quelques mois avant son départ : la visite du général de Gaulle et son célèbre « Vive le Québec libre », l'équivalent d'une bombe atomique dans l'univers politique canadien.

Pierre Elliott  
**TRUDEAU**  
1968 / 1984

De tous les chefs libéraux, Pierre Elliott Trudeau a été le plus flamboyant et le plus controversé. On l'a adoré sans réserve, ou haï avec une belle énergie. Il faut dire que cet universitaire caustique tranchait par rapport à la grisaille de ses prédécesseurs libéraux et du chef de l'opposition conservatrice, Robert Stanfield. Le riche playboy a suscité une véritable « trudeaumanie » à son arrivée aux affaires. La crise d'octobre 70 et l'envoi des troupes au Québec – suppression des libertés civiles, 457 arrestations –, lui vaudront toutefois la rancune tenace des nationalistes. Un sentiment accru avec le rapatriement unilatéral de la Constitution et le rôle qu'il a joué dans l'échec de l'accord du lac Meech. Entre son arrivée au gouvernement et son départ, le nombre de souverainistes québécois n'a cessé d'augmenter. Dans l'Ouest, on lui reprocha son Programme énergétique national et, un peu partout, le dérapage des finances publiques avec des déficits sans cesse croissants et une dette nationale devenue presque hors de contrôle. Cet intellectuel s'est employé à instaurer une « société juste » avec la création de nouveaux ministères, la promulgation de la Loi sur les langues officielles, une politique de multiculturalisme, la Charte des droits et libertés. Connu sur la scène internationale, il n'a pas hésité à s'écarter des politiques américaines en reconnaissant par exemple la Chine dès 1970 et en améliorant les relations du Canada avec l'URSS. Son gouvernement a par ailleurs réaffirmé la juridiction canadienne sur l'Arctique.

John  
**TURNER**  
1984 / 1990

Cet avocat de formation a été successivement ministre de la Justice et des Finances sous Pierre Elliott Trudeau. Puis, lors d'une éclipse de presque 10 ans, il s'est illustré comme avocat d'affaires à Bay Street, le cœur financier de Toronto. En 1984 il bat Jean Chrétien à la course à la direction du parti, et devient premier ministre durant deux mois et demi. Le plus court mandat de toute l'histoire canadienne à ce poste. Il a par la suite été battu à deux reprises par les conservateurs de Brian Mulroney.

Jean  
**CHRÉTIEN**  
1990 / 2003

Le « p'tit gars de Shawinigan » a longtemps été vu comme un fidèle lieutenant de Pierre Elliott Trudeau, un collectionneur de ministères et le pourfendeur acharné des « séparatistes ». Mais c'est véritablement en 1990 que ce politicien de carrière réalise son rêve en devenant chef du PLC. Le pouvoir suivra trois ans plus tard. Il l'assumera durant 10 ans, au cours desquels un premier budget équilibré sera présenté après un demi-siècle de déficits à répétition. M. Chrétien fait voter la Loi sur la clarté référendaire, ratifie le protocole de Kyoto et envoie des soldats en Afghanistan, mais refuse de suivre les États-Unis en Irak. Il tentera, sans succès, de faire destituer le juge Gomery, qui blâme certains de ses collaborateurs dans le scandale des commandites.

Paul  
**MARTIN**  
2003 / 2006

Homme d'affaires prospère, ministre des Finances respecté, Paul Martin n'aura été premier ministre qu'un peu plus de deux ans. La querelle entre le clan Chrétien et ses propres partisans avait affaibli le parti, qui a été battu par Stephen Harper l'hiver dernier. De ce court mandat, on retient notamment l'abolition du programme de commandites et la mise sur pied de la commission Gomery, ainsi que la Loi sur le mariage civil, qui permet les unions entre personnes du même sexe.

1942 / 1948	1948 / 1956	1956 / 1967	1967 / 1976	1976 / 1983	1983	1983 / 1993	1993	1993 / 1998	1998	1998 / 2003	2003 / 2004	2004 / ...
JOHN BRACKEN	GEORGE A. DREW	JOHN G. DIEFENBAKER	ROBERT L. STANFIELD	JOE CLARK	ERIK NIELSEN	BRIAN MULRONEY	KIM CAMPBELL	JEAN J. CHAREST	ELSIE WAYNE	JOE CLARK	PETER MACKAY	STEPHEN HARPER

# FORUM

## Libéraux: la renaissance



ALAIN DUBUC  
adubuc@lapresse.ca

COLLABORATION SPÉCIALE

Il y a 10 mois, les libéraux perdaient le pouvoir aux mains des conservateurs. C'était l'aboutissement d'une longue débandade. Un parti affaibli par le scandale des commandites, usé par le pouvoir, déchiré par une lutte intestine qui a mené au départ de Jean Chrétien et au couronnement de Paul Martin, ce nouveau chef qui mènera son parti à une triste victoire minoritaire et ensuite à une humiliante défaite aux mains des conservateurs.

Après cette défaite, les scénarios d'avenir pour le Parti libéral du Canada étaient si sombres qu'aucun des candidats naturels à la direction du parti n'a voulu se présenter, face à la perspective d'un long stage sur les bancs de l'opposition, un mandat, ou même deux, le temps que ce parti brisé puisse se régénérer.

Dix mois plus tard, les choses se présentent bien autrement. Ce n'est certainement pas avec la même morosité que les délégués libéraux choisiront leur nouveau chef ce week-end à Montréal. Cet optimisme nouveau s'explique en partie par les faiblesses du gouvernement conservateur mais aussi par l'énergie qui s'est dégagée de cette campagne au leadership.

Cette longue campagne n'a certainement pas été excitante. Elles ne le sont jamais. Trop longue, trop de candidats, des débats ampoulés, sauf celui sur la nation. Mais il n'en reste pas moins que cette lutte aura été assez vive pour comporter un suspense. À l'heure de tombée, il n'était pas possible de savoir qui l'emportera, Michael Ignatieff ou Bob Rae, ou même, avec les surprises d'un second tour, Stéphane Dion ou Gerard Kennedy.

Ce suspense s'explique en partie par le fait que le Parti libéral, après le désistement des favoris, a néanmoins réussi à attirer des

### Le Parti libéral, après le désistement des favoris, a néanmoins réussi à attirer des candidats de qualité.

candidats de qualité. Certes, aucun d'entre eux ne s'est assez imposé pour que la victoire devienne automatique. Chacun a ses défauts et ses lacunes. Mais il y a, dans cette brochette de candidats, une profondeur, une diversité et un niveau intellectuel qu'il faut reconnaître.

Michael Ignatieff, l'intellectuel venu d'ailleurs, avec les maladresses de l'inexpérience, que certains voyaient comme l'héritier de Trudeau, et qui l'est à plusieurs égards; pas en répétant les idées du «maître», mais en faisant preuve de la même indépendance d'esprit, par exemple sur la nation. Bob Rae, l'ancien néo-démocrate, qui offre son expérience, pas seulement comme ex-premier ministre ontarien, mais comme homme public qui a touché de nombreux dossiers, récemment celui de l'éducation supérieure, crucial pour l'avenir. Stéphane Dion, une candidature à laquelle peu de gens croyaient, qui a montré un autre visage et qui, surtout, a proposé une vision tout à fait originale qui intègre environnement et économie.

Le fait que les principaux candidats soient des outsiders, ce qui est également vrai, d'une certaine façon, de Stéphane Dion, loin de la politique politicienne, a finalement été un atout, parce que cela a permis un renouveau du discours, et surtout une distanciation par rapport à ce qui avait coulé les libéraux. Il sera difficile de faire coller le scandale des commandites au futur chef, quel qu'il soit. Il sera aussi sans doute plus facile de refaire l'unité du parti.

Mais ce qui frappe surtout, c'est de voir comment ce parti reste un creuset, avec un passé et une culture assez fortes pour imposer un effort de synthèse et une cohérence interne à des candidats venus de toutes parts, entre autres à un intellectuel qui a appuyé la guerre en Irak et un ancien néo-démocrate.

Mais par cette lutte au leadership, les libéraux ont sans doute déjà retrouvé leur rôle, celui d'être le seul parti vraiment au centre, qui reflète le mainstream canadien, capable d'incarner la version canadienne de la troisième voie. Ils sont en cela aidés par les lacunes du premier ministre Stephen Harper, qui n'a pas voulu ou qui n'a pas pu recentrer son parti et son gouvernement pour le rapprocher de l'électorat urbain mais aussi des valeurs dominantes tant au Québec que dans le reste du Canada.

Ce qu'on ne sait pas encore, c'est quelle sera la capacité de celui qui sera choisi ce week-end d'être un chef d'opposition efficace et éventuellement de remporter des élections et de devenir un premier ministre compétent.

Mais déjà, il suffit de regarder les sondages pour constater que les conservateurs n'ont pas été capables de profiter du désarroi des libéraux, de leur défaite, du vacuum de leur direction. Rien n'indique que l'équipe de Stephen Harper puisse former un gouvernement majoritaire. Et cela constitue un excellent point de départ pour celui qui dirigera le Parti libéral du Canada à compter de ce soir.

## PLANÈTE

# « Notre » différence

### La culture de sa différence ne mène nulle part; l'essentiel n'est pas d'être différent mais de faire une différence

MARIE BERNARD-MEUNIER



**Chercheuse invitée à l'Institut allemand de la Sécurité et des Affaires internationales et diplomate de carrière, l'auteure a été ambassadrice du Canada en Allemagne de 2000 à 2004.**

Le phénomène est quasi universel. Sous toutes les latitudes, on affirme sa différence et on revendique, parfois violemment, parfois pacifiquement, une forme de reconnaissance. La mondialisation y est pour beaucoup mais c'est aussi le produit d'évolutions encore relativement récentes comme le démantèlement de l'empire soviétique et la fin de régimes dictatoriaux. Dans le cas de l'Union soviétique, il est intéressant de souligner que, contrairement aux prédictions d'Hélène Carrère d'Encausse, ce ne sont pas les nationalismes qui ont fait éclater l'Empire mais l'éclatement de l'Empire qui a ouvert les portes à la montée de tous les nationalismes. Quant aux dictatures, il suffit de rappeler sous le Maréchal Tito ou sous Saddam Hussein, la moindre velléité d'affirmation identitaire était réprimée dans le sang.

L'intégration toujours plus poussée au sein de structures comme l'Union européenne génère, elle aussi, son lot de tensions. Certains États-membres redoutent de voir se diluer peu à peu leur identité propre et les nouveaux États-membres, surtout ceux d'Europe centrale, sont réticents à sacrifier déjà, une souveraineté à peine conquise. Pour ajouter encore à leur sentiment de vulnérabilité, plusieurs gouvernements nationaux se retrouvent coincés entre Bruxelles qui aspire des pouvoirs vers le haut et des communautés locales qui réclament, souvent au nom de particularismes culturels, une décentralisation des pouvoirs vers le bas.

Chez nous, l'affirmation de notre différence et la revendication d'une

reconnaissance ne sont liées ni à la mondialisation, ni au démantèlement d'un empire, ni à la fin d'une quelconque dictature. Elles relèvent d'un vieux contentieux historique et s'inscrivent dans une logique proche de celle des Catalans, des Basques ou des Écossais, si tant est qu'on veuille trouver quelque part un parallèle. «Notre» différence a été reconnue la semaine dernière dans une motion de la Chambre des Communes.

Ne boudons pas notre plaisir. Des générations de Québécois et de Québécoises et de francophones à la grandeur du pays ont vécu avec la hantise de devenir une minorité culturelle parmi tant d'autres et de voir le Canada anglais attendre passivement que la dénatalité et l'immigration aient raison de notre obstination à exister.

Et pour l'avenir?

Quel sera l'impact de cette reconnaissance? Pour les uns, elle nous rapproche de l'objectif de la souveraineté du Québec, pour les autres elles

**On ne peut pas indéfiniment répéter qu'on est différent, et demander à être reconnu comme tel, sans finir par laisser notre auditoire et sans qu'on commence surtout à se demander si on est vraiment aussi sûrs et confiants de ce que nous sommes qu'on le prétend.**

nous en éloigne. Il y a au moins un des deux camps qui se leurre. L'avenir dira lequel. Entre-temps, chaque camp est renvoyé à son propre défi. Pour les fédéralistes, celui de réintégrer à terme le Québec dans l'ordre constitutionnel canadien. Pour les souverainistes, celui de construire une majorité favo-

nable à leur option. Seuls ceux qui veulent absolument avoir raison avant de mourir peuvent penser que ce débat sera clos dans un avenir prochain.

**Déclarer une trêve**

La motion adoptée à la Chambre des Communes devrait avoir au moins un impact immédiat, celui de nous faire penser à déclarer une trêve, non pas dans le combat politique qui oppose et continuera d'opposer partisans et adversaires de la souveraineté du Québec mais une trêve dans l'affirmation de la différence et dans la revendication de reconnaissance car on a sûrement atteint les limites de ce discours. En effet, on ne peut pas indéfiniment répéter qu'on est différent, et demander à être reconnu comme tel, sans finir par laisser notre auditoire et sans qu'on commence surtout à se demander si on est vraiment aussi sûrs et confiants de ce que nous sommes qu'on le prétend.

Il ne faut pas s'étonner non plus que certains voient dans cette perpétuelle affirmation de la différence l'expression d'un nationalisme ethnique car, malgré le discours uniforme et inclusif de tous les leaders politiques québécois, force est de constater que les Québécois anglophones et allophones ne sont pas ceux qui revendiquent une différence, ni ceux qui somment qui que ce soit de reconnaître la nation québécoise.

La culture de sa différence ne mène nulle part. L'essentiel n'est pas d'être différent mais de faire une différence. *L'Actualité*, de ce mois-ci, nous parle très opportunément de 30 idées qui feraient une différence et de 30 Québécois, parmi tant d'autres, qui font déjà une différence. L'univers est peuplé de gens qui s'estiment, eux aussi, différents. Le temps est peut-être venu de penser un peu moins au respect qui nous est dû et un peu plus au respect que l'on doit aux autres. Notre débat sur l'accommodement raisonnable s'en trouverait sûrement illuminé.

## AH! LA VIE!

# Le tiroir encombré

### Et dire que mon fils aurait pu venir grossir le nombre d'analphabètes, de décrocheurs et de chômeurs!

CARMEN BOURASSA



**L'auteure est productrice d'émissions pour enfants.**

Les tiroirs recèlent souvent des choses un peu oubliées, négligemment jetées là ou heureusement préservées. Je tentais de réduire la «masse critique» d'un de ces tiroirs, lorsque j'aperçus le brouillon d'une allocution sur la réussite scolaire préparée à la demande du ministère de l'Éducation dans le cadre d'une session de formation. Ma lecture à peine terminée, j'avais déjà mon fils Alexandre au bout du fil. C'est donc avec son approbation que vous lirez, vous aussi, quelques extraits de son texte. Ce sera peut-être déroulant par moments; soyez persévérants.

«(...) J'ai un trouble d'apprentissage, la dyslexie/disorthographe: l'image mentale des mots ne ce fixe pas dans mon cerveau. Imaginée comment cela peut modifier la perception que l'on a de la réussite scolaire.

«(...) Je me suis demandé se qui me rendais heureux à l'école? Mais amis, voilà ce qui ma sauté à l'esprit! Mon inclusion dans cette société d'enfant qui voulais apprendre! Malheureux maintenant... Pour que vous compreniez, il faudrait que vous aillez 7 ans et que vous soillez déjà décourager d'apprendre parce que l'on vous considair paraisseux ou plus ou moïn atarder, au point de sugerré à vau parent une classe pour déficients. Il faudrait

que vous aillez 7 ans et que la 50<sup>e</sup> dicté affubler d'un gros zéro rouge ne vous émeuve plus et que vous en facier même un objet de fiareté rebelle mais au combien desespérer. Ce que je vien de décrier ces non seulement des santiments de honte, de dégou, de peur, c'est le parcou d'un décrocheur. Alor pourquoi ne sui je pas en marge de la société?

«C'est parce que je sui une ereure. Oui, j'ai fini mais étude scondair et j'ai été admis au CÉGEP et a l'universiter. Et ci mas courte histoire est parcemer de tant d'ereur ces que je provien d'un milieux complaitement anormal. J'ai des parent d'une tenacité alucinante qui on chercher à comprendre, qui on dénicher des ortopédagogue, elles

**Le défi avec mon fils fut d'aider cet enfant brillant à conserver sa confiance en lui malgré des notes souvent très ordinaires et même des échecs.**

aussi anormalement dévoué. Leur déterminacioni a sauver mes raive. Il on pris le tant d'expliquer à mes profaisseur du primaire et du secondaire le diagnostique. Après j'ai pri la relève. (...) Heureusement qu'il ya eu la musique et les Petis Chanteur! Le systaime n'étais pas fait pour me laisser passer, il aura falu le déjoué.»

J'aurais souhaité, pour mon fils, que la vie lui soit plus facile. Pourtant, je savais qu'on pouvait survivre et même

réussir sa vie malgré des problèmes d'écriture: mon père en était un bon exemple. Je m'inquiétais, parce qu'il est difficile de vivre avec une faible estime de soi. Le défi fut d'aider cet enfant brillant à conserver sa confiance en lui malgré des notes souvent très ordinaires et même des échecs. C'était sans compter sur le fait que certains arrivent à contourner leurs faiblesses, à défaut de les éliminer, et qu'ils réussissent à développer, en parallèle, des forces qui constituent l'essentiel de ce qu'ils sont ou deviendront. Au fait, l'essentiel est-il mesurable?

**Vers le doctorat**

Lors des examens de certification au secondaire et au collégial, il a fallu obtenir du Ministère les accommodements «raisonnables» permis. Pour les travaux universitaires, son bagage intellectuel fut sa principale force et ses correcteurs, (ordinateur et membres de sa famille), sont devenus ses meilleurs alliés.

Les derniers extraits de son texte continuent d'alimenter ma réflexion:

«(...) Dan cette société ou on aquorde au criminel la présombtion d'innocence, coment peut on asepté que l'on nacorde pas à un enfant la présombtion d'intelligence

«(...) Dans se pay où on fai si peu d'enfant, le coulage des cervau est bocoup plu grave que l'exode des cervau dont on parle tan.(...)

«(...) N'atendez pas les preuve de l'intelligence mais cherchez la et cultver la sou toute ces forme.»

Au fait, Alexandre a obtenu une maîtrise de l'Université de Montréal, son nom s'est retrouvé sur la liste d'honneur de la faculté et sur celle du doyen des études supérieures, il a un bon emploi et se dirige vers le doctorat. Dire qu'il aurait pu venir grossir le nombre d'analphabètes, de décrocheurs, de chômeurs! C'eût été dommage pour lui et pour la société.

Ce qu'un tiroir encombré peut recevoir de souvenirs!

# Bienvenue



LYSIANE GAGNON  
lgagnon@lapresse.ca

C'était écrit dans le ciel. Le Canada étant une grande garderie, à partir du moment où l'on offre un bonbon à une province, tout le monde lève la main en trépignant: «Moi aussi! Moi aussi!»

Les Québécois sont une «nation»? Nous aussi, disent les Acadiens. Nous aussi, clamaient cette semaine les délégués autochtones au congrès du PLC, qui veulent que leurs «nations» soient reconnues dans la Constitution comme un troisième ordre de gouvernement analogue aux provinces.

C'est d'ailleurs en substance ce qu'a proposé Michael Ignatieff, quand il a témérairement décidé de rouvrir la boîte de Pandore constitutionnelle. Sur la question autochtone, il est allé encore plus loin sur le parquet du congrès, en condamnant le rejet, par le gouvernement Harper, du projet de Déclaration des droits des autochtones de l'ONU – une déclaration qui forcerait les gouvernements à remettre aux autochtones toutes les terres qui leur ont déjà appartenu ou alors à leur verser des compensations financières équivalentes. Combien vaut le territoire du Québec? On voit d'ici le pique-nique.

Étrange carte du Canada que celle redessinée par Iggy et cie. On aurait donc la «nation québécoise», sur le même pied qu'une «nation acadienne» répartie sur trois provinces, et que les «nations» Mohawk, Nis'ga, St'at'imc, Tsilhoqot'in, Nuu-chah-multh et tutti quanti (il y a des centaines de communautés autochtones). Dans ce baroque pot-pourri, que serait le reste du Canada? Une «nation canadienne-anglaise» dont feraient partie les minorités francophones mais pas les Québécois anglophones?

Or, de nos jours, les citoyens du Rest of Canada ne se voient pas comme une «nation», encore moins comme une nation d'origine britannique. La majorité canadienne serait donc une sorte de masse indistincte, un magma sans nom. Ou alors elle serait la seule nation civique (au sens de pays) du nord du continent, cette nation civique englobant une multitude de nations sociologiques plus ou moins exotiques définies par l'ethnie majoritaire, la langue et

## La boîte de Pandore est ouverte, pigez dedans ce que vous voulez...

l'histoire: le Québec francophone, l'Acadie, les nations autochtones...

Cela, jusqu'à ce que d'autres groupes réclament à leur tour la constitutionnalisation de leur identité. Les Ukrainiens de Saskatchewan n'ont-ils pas une histoire commune? Et les Chinois qui ont bâti la voie ferroviaire? L'Alberta ne constitue-t-elle pas un territoire absolument distinct du reste du Canada par la culture politique? Que dire de Terre-Neuve, dont l'accent est inimitable, la tradition musicale exceptionnelle, et qui a failli rester un pays indépendant? Et les Métis, alors? La boîte de Pandore est ouverte, pigez dedans ce que vous voulez...

UN PERDANT. Curieux, quand même, le choix de Howard Dean comme conférencier d'honneur au congrès libéral. Un discours tout en anglais (forcément), dans un congrès censé refaire l'image du parti au Québec. Et un discours de perdant! M. Dean a beau avoir été réélu quatre fois comme gouverneur du Vermont (un minuscule État traditionnellement démocrate), ce qui l'a fait connaître en dehors de son patelin c'est sa retentissante défaite aux mains de John Kerry à l'investiture du Parti démocrate. Curieux, que ce soit celui qui a perdu sa propre course au leadership qui vienne faire la leçon aux candidats au leadership libéral!

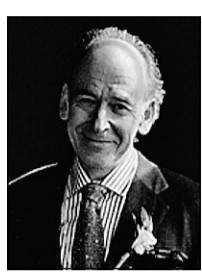
BILINGUE, LE PLC? Rien n'illustre mieux l'anémie dont souffre le parti au Québec que la langue d'accueil et de débat. Le tiers des préposés à l'inscription ignorait le français, et six des huit ateliers de discussion étaient présidés par des unilingues anglophones.

Remarquez, cela n'a guère d'importance, car ces ateliers se sont déroulés dans des salles quasiment désertes. Celui sur la justice sociale n'a même pas eu le quorum nécessaire (10 délégués!) pour adopter des propositions. Dans le contexte actuel, l'atelier sur les affaires internationales aurait dû être très animé. Mais la poignée de délégués présents s'est contentée d'approuver les textes machinalement, sans même donner priorité à la proposition qui voulait réexaminer l'engagement en Afghanistan! Le déséquilibre fiscal? Régulé en cinq minutes en plénière. Ce n'est pas sérieux.

Le PLC est un parti de pouvoir. Rien à voir avec des partis à caractère idéologique comme le PQ, le NPD ou le courant réformiste du PCC, où les délégués travaillent studieusement à la confection de leur programme. D'ailleurs, la constitution du PLC n'a rien pour inciter les délégués à faire des efforts intellectuels, car leurs résolutions ne lient aucunement le futur chef, qui peut s'en servir pour alimenter sa propre plateforme électorale... ou pour allumer ses feux de cheminée.

# De profondes fissures

## Après 22 ans de luttes intestines au sein du PLC, le nouveau chef devrait avoir comme priorité de rebâtir l'unité du parti



STEPHEN CLARKSON

L'auteur est professeur d'économie politique à l'Université de Toronto et auteur de *The Big Red Machine: How the Liberal Party Dominates Canadian Politics*, publié l'an dernier.

La formule des quatre piliers sur laquelle Sir John A. Macdonald a consolidé sa base partisane au cours du quart de siècle qui a suivi la Confédération était simple mais solide, et la clé de l'incroyable succès du Parti libéral au cours du XX<sup>e</sup> siècle a été la capacité de Sir Wilfrid Laurier de s'approprier ce modèle gagnant – que ses successeurs ont négligé à leurs risques et périls.

D'abord, pour dominer la scène politique pendant une quinzaine d'années, Laurier s'est assuré d'obtenir l'appui du Québec et de le conserver. Ensuite, il a élaboré et nourri une vision – patriotique dans les affaires extérieures et progressiste sur les questions sociales – avec laquelle il a pu chanter la sérénade à un public dont les votes lui étaient nécessaires afin de se faire élire et réélire.

Une fois au pouvoir, Sir Wilfrid s'est employé à satisfaire les besoins politiques de la communauté d'affaires dont la contribution financière était essentielle pour permettre à son organisation de préparer sa réélection. Il a aussi appris à utiliser la promesse de népotisme pour maintenir la discipline dans son caucus et la loyauté dans ses rangs, dont le soutien enthousiaste était nécessaire à la machine électorale du parti en période d'élections.

William Lyon Mackenzie King avait consciencieusement appris la politique auprès de Laurier, mais ses deux successeurs, Louis St-Laurent et Lester Pearson, étaient peu habiles et moins intéressés par l'art d'entretenir le soutien partisan. L'anti-nationalisme de Pierre Elliott Trudeau a pu exaspérer les séparatistes, mais son attrait en tant qu'enfant du pays suffisait à lui conserver l'appui de sa province natale. Avec le Québec dans sa poche, il avait peu de difficulté à conserver les trois autres piliers en suffisamment bon état pour diriger à Ottawa la majorité du temps sur une période de 15 ans.

### Moins problématique

Comme les délégués libéraux se demandent qui est le moins problématique parmi les aspirants pas-tout-à-fait vedettes qui postulent pour le plus haut poste du parti, ils font face à une réalité malheureuse: trois des quatre piliers de la Grosse Machine rouge se sont tellement érodés qu'ils approchent de l'effondrement. Après 22 ans de luttes intestines qui ont résulté d'abord de la dispute entre Jean Chrétien et John Turner, puis de la vendetta de Paul Martin contre Jean Chrétien, la priorité immédiate sera de réparer les profondes fissures internes du parti. À l'issue du vote d'aujourd'hui, un vainqueur sage consacrer ses énergies à intégrer les meneurs des campagnes de ses rivaux dans son organisation afin de mettre un terme à la guérilla interne.

Il faudra davantage que de la sagesse pour réparer le pilier québécois du parti. Offenser les souverainistes ne s'est pas avéré un problème fatal pour les Rouges dans le passé, mais s'aliéner



PHOTO JONATHAN HAYWARD, PC, ARCHIVES LA PRESSE  
Jean Chrétien et Paul Martin photographiés en décembre 2001, quelques minutes avant que ce dernier aille livrer son discours du budget. Les deux hommes ont dominé la scène politique fédérale pendant de nombreuses années.

la population québécoise tout entière avec le long scandale de corruption a mis la table pour leur résultat désastreux de janvier, ce qui ne se surmontera pas du jour au lendemain. Alors

## Le nouveau chef libéral aura besoin de patience et de persévérance pour convaincre les Québécois que la partie gangrenée a été amputée et que le PLC respectera sous sa gouverne leur caractère distinct, au plan culturel et national.

que la majorité des Québécois ont l'impression que le Bloc parle en leur nom, le nouveau chef libéral aura besoin de patience et de persévérance pour convaincre les Québécois que la partie gangrenée a été amputée, que son parti respecte leur caractère distinct,

au plan culturel et national, et que, au pouvoir, il peut adopter des politiques qui répondent aux intérêts du Québec au Canada et dans le monde.

Le cadeau de départ de Jean Chrétien au Canada – sa réforme radicale des règles du financement électoral – a comme conséquence que la baisse d'appui du monde des affaires est moins un problème de portefeuille que de politique. Avec son nouveau chef, le Parti libéral devra trouver l'argent de la campagne chez les citoyens – comme c'est le cas depuis longtemps en politique québécoise. Le besoin de recueillir de petits dons provenant d'un grand nombre d'électeurs ramènera les libéraux à leur pilier politique. Leur défi sera de revitaliser la vision du parti afin de convaincre les Canadiens que leur gouvernement peut jouer un rôle constructif dans un monde qui fait face à de multiples catastrophes tandis qu'au pays, il peut retrouver les notions de justice et de solidarité, d'égalité et d'émancipation pour tous.

# Un système de santé malade

## Pourquoi les médecins ne se font-ils pas confiance entre eux?

JANNICK LACHAPELLE  
L'auteure habite à Saint-Lambert.

Monsieur Philippe Couillard,

En mai dernier, le médecin (allergologue) qui suit ma fille de 4 ans a de bonnes raisons de penser que l'allergie à l'arachide dont elle souffre a diminué de façon significative. Des tests cutanés et sanguins récents le confirment. Il nous réfère donc à l'hôpital pour y réaliser, ce qu'on appelle dans le jargon des allergistes, un «challenge».

J'étais alors convaincue qu'avec ma référence médicale en main on me donnerait un rendez-vous pour y tester, par voie orale, les réactions allergiques de ma fille. On me répond plutôt que

l'allergologue qui nous recevra, neuf mois plus tard, recommencera d'abord la même batterie de tests. Pour avoir un deuxième avis. Ah bon! Chez un enfant allergique, l'ingestion d'arachides peut potentiellement causer un choc anaphylactique, soit. Mais la batterie de tests a déjà été réalisée par un collègue, qui est un médecin spécialiste compétent et reconnu. Les analyses sanguines ont été faites en laboratoire. Les rapports présents au dossier le prouvent.

### Pourquoi?

J'ai même osé «magasiner» dans un autre hôpital, rien à faire. Tout le monde fournit la même réponse («c'est comme ça»), mais personne ne peut m'expliquer pourquoi. Quelles sont nos conclusions, pensez-vous? Que les médecins ne se

font pas confiance entre eux? Pourtant, il s'agit de collègues. Qu'en multipliant les rendez-vous, certains s'en mettent plein les poches? Déduction possible, si on a lu les articles au sujet de leurs salaires de misère (...) dans *La Presse* du 29 novembre dernier.

Pendant ce temps, le système de santé est malade et les listes d'attente sont gonflées par un jeu de ping-pong. Y a-t-il quelqu'un, quelque part, qui se met le nez là-dedans de temps à autre? Si je conduis ma voiture au garage en demandant au garagiste de recommencer le travail (tout à fait correct) que vient de réaliser son concurrent, combien pensez-vous que cela va me coûter? Pourquoi payer en double? Le pire dans tout cela, c'est que ma fille n'est même pas malade, elle est seulement vulnérable. Je n'ose pas imaginer la détresse des parents qui luttent pour la survie de leur enfant.

# FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

## ÉDITORIAUX

# La poule aux oeufs d'or



apratte@lapresse.ca  
**ANDRÉ PRATTE**

Paradant devant le CRTC cette semaine, les grands patrons des chaînes de télévision généralistes ont peint un portrait sombre de leur situation financière et plaidé pour une solution miracle: l'accès aux tarifs d'abonnement des entreprises de distribution. La décision du Conseil à cet égard aura un impact considérable non seulement sur les chaînes concernées mais sur toute l'industrie des médias et sur ceux qui paieront en bout de ligne, les consommateurs.

Au cours de sa révision du cadre réglementaire de la télévision généraliste, le CRTC devra trancher plusieurs questions délicates. L'accès des chaînes conventionnelles aux redevances d'abonnement est cependant celle qui portera le plus à conséquence. À notre avis,

### Le CRTC devrait dire non aux chaînes de télé généralistes.

L'organisme fédéral devrait rejeter cette demande en raison des effets pervers qu'elle provoquerait.

À première vue, l'argumentation des Radio-Canada, TVA et TQS paraît logique. Les parts d'auditoire et de revenus publicitaires de la télévision généraliste ont baissé, au cours des dernières années, tandis que celles de la télévision spécialisée ont explosé. Alors que les généralistes doivent se battre pour attirer des annonceurs, les spécialisées peuvent compter, en plus des revenus de publicité croissants, sur des redevances dites d'abonnement de dizaines de millions

par an. «Dites d'abonnement», puisque ces redevances ne sont pas basées sur la popularité de chaque station mais sur la pénétration des assemblages de chaînes offerts par les distributeurs, assemblages qui offrent peu de choix aux abonnés. Pour les télé spécialisées, il s'agit de revenus sûrs, une véritable poule aux oeufs d'or. D'où les cris à l'injustice lancés par les télévisions généralistes.

Leur thèse est cependant mal fondée. D'abord, les télé conventionnelles ne sont pas en si grande difficulté que cela. Au Québec, leurs parts de l'auditoire et du marché publicitaire restent dominantes. Si la concurrence pour les dépenses publicitaires est plus vive, ce n'est pas seulement à cause des chaînes spécialisées mais aussi en raison de la croissance fulgurante d'autres plates-formes, notamment d'Internet. Or, tous les médias sont confrontés à cette évolution, pas seulement les chaînes de télé conventionnelles. Pourquoi TVA, TQS et Radio-Canada auraient-elles droit, aux frais de consommateurs captifs, à une base garantie de revenus?

Autre faille dans l'argumentation des chaînes généralistes privées: les consortiums dont elles font partie (Quebecor Media, Cogeco/Bell Globemedia) sont aussi propriétaires d'entreprises de distribution, de chaînes spécialisées et de sites internet; elles profitent donc amplement de la croissance des médias en émergence dont elles déploreraient cette semaine la concurrence...

Il est vrai que le système de redevances place aujourd'hui la télé spécialisée dans une situation avantageuse. Dans la mesure où cela crée un problème d'équité, le CRTC ne devrait pas le régler en étendant ce système boiteux aux généralistes mais plutôt revoir ces modalités de financement conçues pour l'époque, révolue, où les spécialisées peinaient à attirer des annonceurs.

# Le cache-misère



akrol@lapresse.ca  
**ARIANE KROL**

Dans quelques jours, les journalistes de la métropole descendront dans la rue et pour une fois, ce n'est pas un micro qu'ils tendront aux passants, mais la main, pour recueillir leurs dons. La Grande Guignolée des médias nous rappelle que la faim demeure un problème important au Québec, même si le taux de chômage est descendu à son plus bas niveau en 30 ans.

L'embellie sur le front de l'emploi a évidemment eu des effets positifs. Les banques alimentaires canadiennes ont vu leur clientèle diminuer de 8,5% par rapport à l'an dernier. À Montréal, on a enregistré une baisse de 13%. Mais ne sortez pas le champagne tout de suite. Derrière ces chiffres encourageants se profilent des tendances inquiétantes.

Les principaux utilisateurs des banques alimentaires, après les prestataires de l'aide sociale, ce sont les travailleurs. Des gens qui occupent un, parfois plusieurs petits boulots, et qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Ce qui est encore plus préoccupant, c'est que leur présence s'accroît. En 1989, 6% des Canadiens qui se pointaient à une banque avaient en emploi. Aujourd'hui, les salariés représentent 13,4%, de la clientèle, une légère hausse par rapport à 2005.

Ça va un peu mieux au Québec, où environ 10% des utilisateurs occupent un emploi, contre 15% l'an dernier. Mais ce n'est pas la joie partout. À Salaberry-de-Valleyfield, la clientèle des banques a

bondi de 40% à cause des fermetures d'usines et de l'augmentation du nombre de travailleurs à faible salaire.

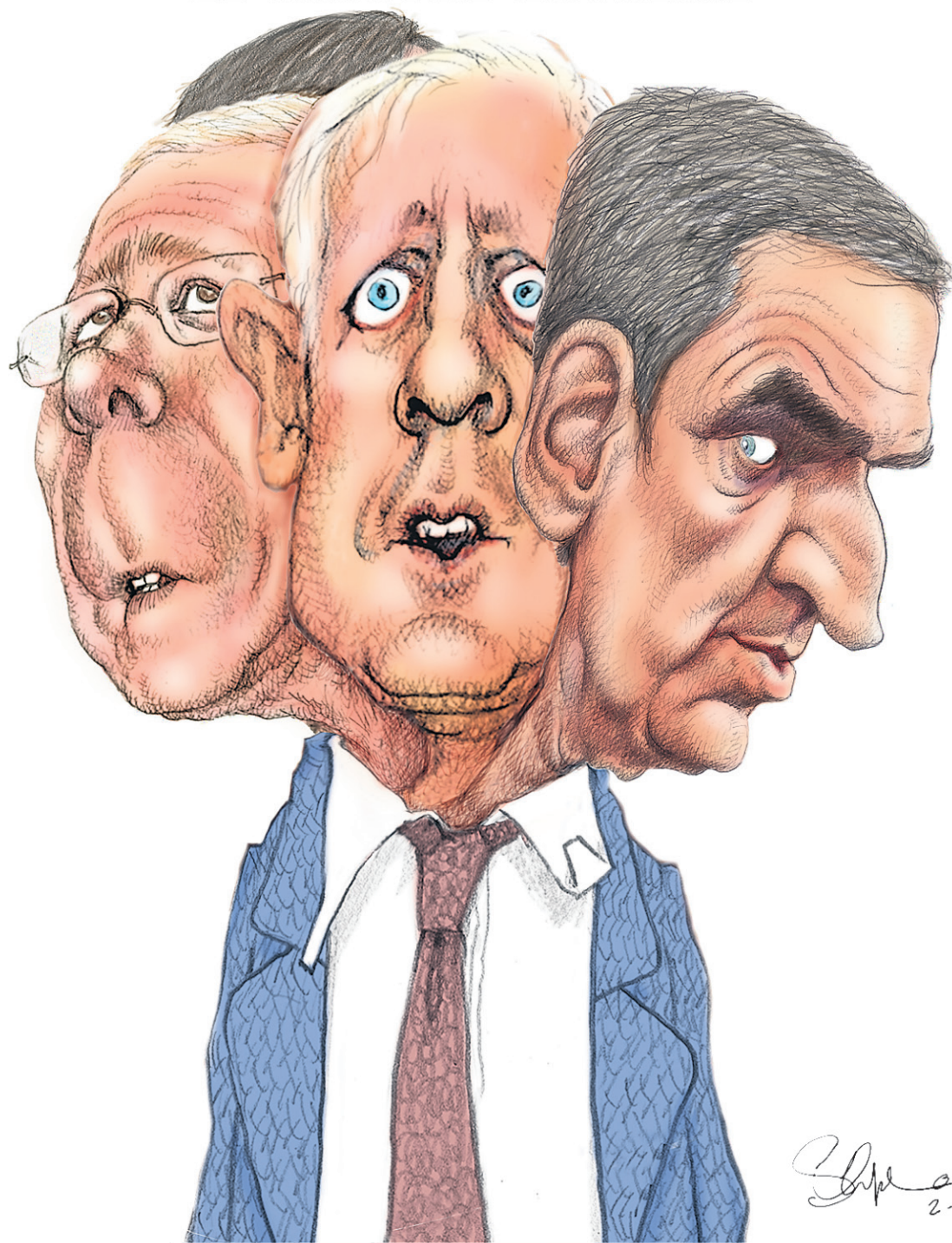
On ne parle plus d'une solution de dépannage temporaire, mais d'un véritable cache-misère. En donnant de la nourriture, les banques ne permettent pas seulement aux gens de manger, mais de payer l'électricité, le loyer, les frais de scolarité et toutes ces dépenses pour lesquelles il n'existe pas de secours d'urgence. On n'ose imaginer ce qui se passerait si elles fermaient leurs portes demain matin. La demande canadienne, même en tenant compte de la diminution enregistrée cette année, est 13% plus importante qu'il y a 10 ans. De toute évidence, la prospérité n'a pas réussi à entraîner tout le monde dans son sillage.

Le temps des Fêtes nous rend plus sensibles à ces inégalités, et plus enclins à donner aux organismes d'entraide. Il ne faut pas hésiter à le faire. Cependant, il faut aussi se rendre compte que la charité ne peut pas tout régler. Au moins deux groupes devraient mettre la main à la poche pour en sortir davantage qu'une poignée de monnaie.

D'abord les élus. En créant un véritable programme de logements abordables, ils enlèveraient une pression énorme sur le budget des ménages à faible revenu. C'est une mesure qui profiterait aussi bien aux familles qu'aux personnes seules ou âgées.

Ensuite les employeurs qui fondent leur rentabilité sur la main-d'œuvre à bon marché. Offrir des conditions de travail supérieures au minimum exigé par la loi, c'est possible, des entreprises le font dans tous les domaines. Ce n'est peut-être pas aussi spectaculaire que de remettre un chèque en format géant à un organisme de charité, mais ça contribue tout autant à bâtir une bonne réputation.

# COURSE AU LEADERSHIP DU PARTI LIBÉRAL: LE CHOIX DE LA PRESSE



## LES GRANDS PORTRAITS

sergechupleau@lapresse.ca

?????????

DROITS RÉSERVÉS

## LA BOÎTE AUX LETTRES

/// Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

### Moyens plus faciles

Je désire répondre à ceux qui accusent les étudiants en médecine et les médecins d'être surtout motivés par l'appât du gain. Selon moi, c'est non seulement une généralisation à outrance, mais une bêtise carrément gratuite. Il y aura toujours des gens attirés par le gain, et le domaine de la médecine ne fait pas exception à la règle. Je peux vous dire une chose cependant: si le but est de faire de l'argent uniquement, il y a des moyens plus faciles, plus rapides, et qui exigent beaucoup moins d'efforts. La plupart de mes collègues sont au contraire des humanistes dévoués. Cela dit, la plupart des étudiants en médecine se questionnent sur l'emphase exagérée mise sur le salaire dans tout ce débat. Je pense que, comme plusieurs l'ont déjà dit dans cette tribune, il faudrait que certains et certaines mettent de l'eau dans leur vin plutôt que de porter des jugements hâtifs et hargneux...

Pierre-Olivier Gaudreau  
 étudiant en médecine

### Merci de votre soutien

À la suite de la conférence de Riga, les pays européens de l'OTAN, afin de remercier le Canada d'avoir aidé l'Europe à se libérer des nazis, les pays européens donc, sont prêts à soutenir l'effort de guerre des Canadiens, en Afghanistan ... jusqu'au dernier Canadien.

François Gros d'Aillon  
 Rosemère

### Le curé-député devient silencieux

Dans l'intérêt de qui au juste le curé Gravel envisage-t-il de se taire à la Chambre des communes, relativement à toute discussion de la question homosexuelle qui pourrait l'inciter à se prononcer contre le point de vue soutenu par son Église? Dans l'intérêt du curé Gravel ou dans celui des personnes homosexuelles? Le député resterait-il à la remorque du prêtre? Comment comprendre? Le prêtre Gravel a toujours bravé la doxa de son Église avant son entrée

en politique, et voilà maintenant que le nouveau député qu'il est devenu hésite à livrer en Chambre sa vision hérétique de la question homosexuelle. Était-ce la condition posée par les autorités religieuses pour accepter son accession à la députation? Et permettre son retour dans les bondieuseries, une fois sa carrière politique terminée? Tout bon chrétien en référerà à sa conscience pour juger des aléas de la séparation entre les pouvoirs de l'Église et ceux de l'État.

Ginette Pelland  
 Montréal

### Fiable, Boisclair?

Que le chef du PQ ait manqué de jugement, cela me paraît fort évident. En fait, n'est-il pas paradoxal de l'entendre dire que le Québec n'embarquera jamais dans ce genre de pratiques dégradantes alors que lui-même a les deux pieds dedans? Pas de doute possible... voilà à coup sûr le genre de type qui pourrait conduire un pays tout entier à la ruine et à la banqueroute s'il en était le chef!

Serge Bessette

# Mauvais premier ministre

Paul Martin ne possédait tout simplement pas les capacités pour être premier ministre. Par exemple, il a très mal géré le scandale des commandites. Il s'est alors tiré dans le pied, amenant son gouvernement et son parti à une cuisante défaite. Bon ministre des Finances, mais très mauvais premier ministre. Les faits parlent d'eux-mêmes.

Michel Lebel  
 Entrelacs

### Bonsoir, il est parti...

Dire que Paul Martin, père, était un homme politique si respecté, pour ceux qui ont l'âge



PHOTO CHRIS WATTIE. REUTERS

Paul Martin

de s'en souvenir. Paul Martin, fils, aurait pu mériter autant de respect que son père, mais il a

rencontré sur son chemin un certain Jean Chrétien. Ce tandem a fini par constituer un véritable poison pour le Canada. Monsieur Martin aura laissé l'impression chez les citoyens qu'il a adopté des mesures pour faire «flotter ses bateaux» et se servir lui-même. Il aura assaini les finances du Canada sur le dos des provinces et nous en avons tous souffert. J'essaye de retenir ou de me souvenir de ce qu'il aurait pu faire de bien pour les citoyens ordinaires et de ne n'y arrive pas. Comme on dit familièrement, bonsoir, il est parti... En espérant qu'il prenne une sacrée belle retraite dorée grâce à nos deniers.

Gilles Pelletier

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070  
 commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453  
 cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363  
 petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816  
 deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320  
 carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931